

PREMIER RAPPORT SPÉCIFIQUE ALTERNATIFⁱ (“À L'OMBRE”) SUR LES FEMMES RURALES ET PAYSANNES DE COLOMBIE 72eme season de CEDAW

-Résumé Exécutif-

Au cours des cinq dernières années, la Colombie a maintenu les inégalités dans sa structure économique en occupant par rapport à cette caractéristique d'inégalité, la deuxième place entre les pays d'Amérique latine et la septième au mondeⁱⁱ. De même, la nation connaît actuellement un processus de transformation territoriale et de reconfiguration des acteurs armés qui a des répercussions sur les femmes et les filles paysannes et rurales, principales victimes du conflit armé, de la pauvreté et de la discrimination. Pour dénoncer cette situation, 70 organisations sociales ont travaillé pendant un an pour présenter le Premier Rapport Alternatif Spécifique des femmes rurales et paysannes de Colombie à la 72ème session du Comité pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (Cedaw).

En Colombie, plus de 40% des ménages ruraux, et ruraux dispersés dirigés par des femmes, vivent dans la pauvretéⁱⁱⁱ. 12,8% des femmes de plus de 15 ans vivant dans une zone rurale dispersée, ne savent ni lire ni écrire, et celles qui ont eu accès au système éducatif ont en moyenne 6,9 années d'études^{iv}. Une femme enceinte sur cinq, âgée de 13 à 49 ans, souffre d'anémie et, dans plus de 50% des cas, l'anémie est dûe à une carence en fer, situation accentuée dans les zones rurales^v.

L'investissement pour les femmes rurales et paysannes: une incertitude

Pour l'année 2017, la part de la valeur économique du travail domestique et des soins non rémunéré, représentait 20% du produit intérieur brut^{vi}. Malgré cette contribution énorme, il n'existe pas de vision systémique de l'économie intégrant la reproduction sociale de la vie et les conditions de dignité des femmes qui la soutiennent. Cette situation persiste dans les zones rurales, où les inégalités et les inéquités s'aggravent. 12,7% des femmes ont estimé que le temps ne leur était pas imparti pour accomplir toutes leurs tâches, contre 8,1% des hommes^{vii}. Il n'existe pas d'indicateur quantitatif ou qualitatif permettant de reconnaître le travail effectué spécifiquement par les femmes rurales et paysannes. En outre, la faible couverture des services publics de l'État dans des zones rurales dispersées, implique que les femmes rurales continuent de s'occuper des enfants de moins de 5 ans et des personnes malades, sans aucune rémunération, ce qui entraîne une détérioration importante de leur santé physique et mentale, qui n'est pas considérée comme un risque professionnel.

Aucun des accords de libre-échange (TLC) souscrits et ratifiés^{viii}, n'a mené d'études préalables sur les implications en matière des Droits Humains (DD. HH.), des femmes rurales et paysannes. Aucune politique de

ⁱ Dans la tradition des documents de cette lignée de rapports, nous adoptons le terme utilisé dans les traductions de rapports précédents, tout en y indiquant entre guillemets la traduction exacte, que nous proposons en termes de: rapport "à l'ombre".

ⁱⁱ Université Nacional de Colombia. *Periódico UN Digital*. (2018). Source: <http://unperiodico.unal.edu.co/pages/detail/pese-al-crecimiento-economico-colombia-sigue-siendo-uno-de-los-paises-mas-inequitativos-del-mundo/>

ⁱⁱⁱ Département National des Statistiques Colombien [DANE]. *Gran Encuesta Integrada de Hogares-GEIH, 2017*. Cité par le Département National de la Planification de Colombie [DNP] (2018). *Bases del Plan Nacional de Desarrollo 2018-2022*. Bogotá: DNP. Source: <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Prensa/PND/Bases%20Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20%28completo%29%202018-2022.pdf>, consultée le 15 décembre 2018.

^{iv} Département National des Statistiques Colombien [DANE] (2014). *Boletín de Género. Tercer Censo Nacional Agropecuario*. Bogotá: DANE.

^v Ministère de la Santé et de la Protection Sociales. (2017). *Estrategia Nacional para la Prevención y control de las deficiencias de micronutrientes en Colombia 2014-2021*. Source: <https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/VS/PP/SNA/Estrategia-nacional-prevencion-c>

^{vi} Département National des Statistiques Colombien [DANE] (2017). *Cuenta Satélite de Economía del Cuidado-CSEC, 2017*. Source: https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/cuentas/ec/Bol_CS_Econo_cuidado_TDCNR_2017.pdf

^{vii} Département National des Statistiques Colombien [DANE] (Décembre 2018). *Encuesta Nacional de Uso del Tiempo (ENUT)*. Source: <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/pobreza-y-condiciones-de-vida/encuesta-nacional-del-uso-del-tiempo-enut>

^{viii} Régionaux: CAN, Mercosur, CARICOM, Union Européenne, Salvador, Guatemala, Honduras, Alliance du Pacifique et Association Européenne de Libre Échange (EFTA, en anglais). De pays à pays: Canada, États-Unis, Union Européenne, Corée, Cuba, Panamá, Venezuela, Costa Rica, Chili, Mexique. Se

compensation spécifique n'a été développée pour les femmes rurales dont les moyens de subsistance ont été réduits par la mise en œuvre de ces traités. Le plan d'action dans le domaine du travail prévu avec le TLC avec les États-Unis pour les secteurs des agro-exportations telles que la floriculture, exploité principalement par des femmes, n'a pas entraîné d'amélioration substantielle de la jouissance de leurs droits du travail et de leurs droits syndicaux. Rien ne prouve que les crédits de financement pour le développement agricole et rural soient suffisants et efficaces pour renforcer les projets productifs des femmes rurales et de leurs organisations, de sorte qu'elles puissent concurrencer sur le marché national avec des produits importés subventionnés (qui sont meilleur marché), ou que cela leur permette de créer une offre d'exportation différente.

Dans la mise en œuvre des projets de l'Agence de Développement Rural, du programme Femmes Rurales, de la ligne de Crédit pour la Femme Rurale du Fonds pour le Financement du Secteur Agricole et de la Banque Agraire, on peut vérifier que dans l'investissement destiné aux femmes rurales et paysannes persiste: i) le faible budget alloué au financement de leurs propres activités; ii) l'investissement de budgets dans des bourses partagées, perdant leur spécificité et leur efficacité; iii) l'absence de taux d'intérêt spéciaux; et iv) le pourcentage de projets attribués à des femmes rurales et paysannes n'est pas clairement défini.

Institutionnalité de la paix en attente

Après 16 ans de promulgation de la loi sur les femmes rurales (731/2002), le bureau de la Direction pour la Femme Rurale a été créé en mars 2017, avec un budget et une territorialisation précaires, dépourvus de système d'information sur les femmes rurales et d'une politique intégrale et publique pour la Femme Rurale

Fin 2016, l'accord de paix final a été signé avec les FARC-EP^x.

À l'heure actuelle, l'élaboration normative institutionnelle de l'Accord est préoccupante, il ya des retards volontaires et des modifications substantielles des lois sur ce qui a été convenu, ainsi que des considérations superficielles concernant l'approche de genre ont été incorporées sans expliciter la manière dont cela sera mis en œuvre. Les revendications des femmes dans les processus de planification territoriale de l'Accord de paix ont été rendues invisibles, de sorte que dans les Programmes de Développement à approche Territoriale^x développés dans 170 municipalités, l'intégration transversale de l'approche genre et droits des femmes en milieu rural a été absente, dans la mesure où l'appel à la participation des femmes aux assemblées a été lancé à titre personnel^{xi} plutôt que par le biais de représentants de organisations de femmes.

La violence et l'impunité exacerbées

En 2016, 138 femmes ont été tuées et 2.161 ont été victimes de violences domestiques dans les zones rurales^{xii}.

trouven en période négociation les TLC avec la Turquie, Israël, Japon et Panamá. http://www.tlc.gov.co/publicaciones/5398/acuerdos_vigentes, consultée le 29 octobre 2018..

^x Le président Santos a proposé un référendum en tant que mécanisme d'approbation de l'accord, dans lequel l'option du "non" a été gagnée. Les personnes qui contredisaient l'incorporation de l'Accord ont fait valoir à quel point il serait néfaste pour les familles et l'éducation des garçons et des filles en Colombie d'incorporer la prétendue "idéologie de genre", catégorie utilisée pour dénomer l'inclusion du genre dans le document. L'inclusion de l'approche de genre dans l'Accord, qui n'a pas d'antécédents dans le monde, a nécessité de la création d'une sous-commission chargée de l'égalité des genres afin de l'incorporer au-delà du langage inclusif. En effet, le point 1, Réforme rurale intégrale, met l'accent sur la contribution des femmes rurales aux économies paysannes, insiste sur la terre, le crédit, les subventions, l'alimentation et l'éducation; Le point 2, Participation Politique, promeut le rôle à tous les niveaux et garantit l'opposition des femmes, la protection et la sécurité des défenseurs des droits humains; Le point 4, qui traite du problème des drogues illicites, reconnaît le rôle des femmes dans la substitution des cultures. Enfin, au point 5 sur les victimes, il est proposé de créer des instances spéciales en matière de genre permettant de progresser dans la lutte contre la violence sexuelle, les déplacements, le recrutement, entre autres.

^x Conocidos como PDET y reglamentados por el Decreto 893/2017. Hacen parte de una estrategia para transformar las zonas más afectadas por el conflicto en el país, promueven la participación activa de la ciudadanía y contienen en su estructura disposiciones específicas alrededor de las mujeres rurales en la planeación local.

^{xi} Centre de Recherches et d'Éducation Populaire [CINEP] & Centre des Ressources pour l'Analyse des Conflits [CERAC]. (2018a). *Primer informe de la implementación del enfoque de género en los Acuerdos de Paz*. Colombia. Bogotá: CINEP & CERAC. Source: <http://www.cinep.org.co/Home2/component/k2/item/606-primer-informe-de-la-implementacion-del-enfoque-de-genero-en-los-acuerdos-de>

^{xii} Institut National de Médecin Légiste et des Sciences Médico – Légales (2017). *Violencia de Género en Colombia. Análisis comparativo de las cifras de los años 2014, 2015 y 2016*. Bogotá: Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses. Source:

La criminalisation et l'assassinat de femmes défenseuses des DD. HH. et de l'environnement ont augmenté, après la signature de l'Accord de paix. Malgré la création de la Commission Intersectorielle des Garanties pour les Femmes Dirigeantes et Défenseuses des DD. HH., entre le 1er janvier 2016 et le 14 mai 2018, ont assassiné.e.s 385 défenseur.e.s des DD. HH., dont 56 étaient des femmes^{xiii}.

La violence sexuelle est fréquemment utilisée par des groupes armés en dehors de la loi pour désarticuler les processus de direction des femmes et générer la terreur dans les communautés. Sur 143 femmes dirigeantes et défenseuses accompagnées par le bureau du Défenseur du Peuple^{xiv}, 16,78% ont été victimes de violence sexuelle^{xv}. A cela s'ajoutent les homicides de femmes défenseuses des DD. HH., dont 91 % sont dans l'impunité^{xvi}.

La terre des femmes, toujours en suspens

En Colombie, malgré le rôle fondamental assumé par les femmes rurales et paysannes dans l'agriculture, en particulier dans l'agriculture de subsistance, dans l'ensemble des unités de production agricole, seules 26% des décisions de production sont prises par une ou plusieurs femmes, tandis que dans 61,4% des cas, les décisions sont prises par les hommes.

78% des exploitations agricoles détenues par des femmes ont moins de 5 hectares de surface, et ont moins accès au crédit, aux machines et à l'assistance technique^{xvii}. Face à la restitution des terres^{xviii}, seulement 6,9% du nombre total de requêtes déposées contre des jugements de restitution de terres sont résolues, ignorant le chiffre correspondant aux femmes et aux hommes.

Les politiques extractivistes^{xix}

Aucune mesure n'a été mise en œuvre pour que les droits des femmes rurales et paysannes l'emportent sur les intérêts lucratifs des tiers impliqués dans les mégaprojets agricoles et miniers. La demande ou la continuité de projets agricoles ou extractifs sur des terres incluses dans des processus de restitution est autorisée, de sorte que les juges finissent par ordonner la liaison des victimes avec les projets et la négociation du droit de servitude ou de l'entrée du bien par ceux qui exploitent ces projets d'extraction, tout cela dans le cadre d'une politique institutionnelle qui considère que les activités d'extraction n'affectent pas le droit à la restitution (Bautista-Revelo & Plazas-Mendieta, 2018).

Les femmes et les filles sont les plus touchées par la dégradation de l'environnement dans lequel elles vivent, en raison de leur rapport étroit à la nature. Des cas documentés où le droit à l'alimentation et à la nutrition, les circuits économiques des femmes (leur autonomie économique) et leur culture sont influencés par i) les monocultures agrottoxiques; ii) pollution des eaux; iii) la persistance de la violence à l'égard des femmes; et iv) l'imposition de la consommation de produits alimentaires ultra-transformés (PCU^{xx}) ou de malbouffe. Le droit

<http://www.medicinalegal.gov.co/documents/20143/57985/Violencia+de+Género+en+Colombia.+Análisis+comparativo+de+las+cifras+de+los+años+2014%2C+2015+y+2016.pdf>

^{xiii} *Cumbre Agraria, Marcha Patriótica, & INDEPAZ. (2018b). Todos los nombres, todos los rostros: Informe de Derechos Humanos sobre la situación de lideresas y líderes sociales, de defensoras y defensores de Derechos Humanos y de ex combatientes de las FARC-EP y sus familiares en los territorios. Mis-à-part de l'actualisation du rapport Spécial. Source: <http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2018/07/Separata-de-actualización-de-INFORME-ESPECIAL-Todos-los-nombres-todos-los-rostros.-5-de-julio-2018.pdf>*

^{xiv} Entre le mois de janvier 2016 et le 31 octobre 2017.

^{xv} SISMA Mujer. (Février 2018). *Análisis comparativo de los asesinatos a líderes, lideresas y defensoras/es de DDHH en Colombia 2016 - 2017. Última revisión: 27 de febrero de 2018.* Source: https://www.sismamujer.org/wp-content/uploads/2018/03/27-02-2018_-_1er-Bolet%C3%ADn-sobre-Defensoras-2018.pdf

^{xvi} *Somos Defensores. (2017). Género y tipo de liderazgo.* Dans: *Crímenes contra defensores: la impunidad contraataca* (p. 64). Bogotá: Editions CÓDICE S.A.S.

^{xvii} Département National des Statistiques Colombien [DANE] (2016). *Tercer Censo Nacional Agropecuario.* Bogotá: DANE. Source: <https://www.dane.gov.co/index.php/51-espanol/noticias/2895-tercer-censo-nacional-agropecuario>

^{xviii} Chiffres de l'Unité de restitution des terres, août 2018. Les processus de restitution existants devraient avoir été achevés d'ici 2021, conformément à la temporalité prévue par la loi 1448/2011.

^{xix} Voir les chroniques jointes à ce rapport.

^{xx} Du sigle en espagnol PCU.

des femmes rurales de gérer, contrôler et contrôler l'utilisation des semences créoles et indigènes dans des conditions d'équité n'est pas garanti dans le cadre réglementaire actuel, où l'absence d'une approche de genre rend encore plus difficile la récupération du rôle des agricultrices.

Les causes de restriction et de privatisation des sources d'eau sont principalement liées aux mégaprojets, aux marées noires^{xxi}, l'empoisonnement des espèces sauvages et la construction de barrages et de centrales hydroélectriques. En octobre 2018, 75,8% du total des investissements étrangers directs correspondaient aux secteurs du pétrole, des hydrocarbures et des mines^{xxii}.

Cela peut générer des impacts profonds sur le DD. HH. des femmes vivant dans des environnements miniers, tels que l'exploitation sexuelle, la servitude et la traite des personnes. En outre, l'accès à l'eau et à la nourriture, la perte et la contamination des sources d'eau, le taux de chômage élevé, la mortalité maternelle et les avortements spontanés sont en augmentation^{xxiii}.

Absence dans les systèmes d'information

Il n'y a pas d'avantage d'informations officielles sur les femmes rurales et paysannes de manière officielle, étant donné que le manque de données sur les femmes et les hommes dans les zones rurales persiste. De la même manière, il n'existe aucune information qualitative rendant compte de la discrimination dans les secteurs agricole et rural. En ce qui concerne les données provenant des zones rurales, la Colombie utilise le Recensement Agricole National, qui contient beaucoup d'inexactitudes, car cette initiative a concentré les informations sur la catégorie "producteur agricole / producteur", laissant de côté une partie de la population rurale qui met en place différentes formes de production par le biais d'activités non reconnues dans le système économique et principalement développées par les femmes, les filles et les garçons.

Par conséquent, nous suggérons les recommandations suivantes à l'État:

1. Adopter et mettre en œuvre des indicateurs de genre dans les systèmes statistiques; générer des informations qualitatives et désagrégées, en particulier dans les secteurs agricole et rural, afin d'obtenir des niveaux de référence (*base lines*) spécifiant les formes de discrimination.
2. Mettre en place la loi 731 de 2002 conformément aux propositions des femmes Rurales, et renforcer les instances et la politique publique des femmes rurales et paysannes, en mettant l'accent sur les territoires et la participation effective des femmes rurales.
3. Promouvoir les processus de surveillance et de contrôle social pour la gestion publique et la participation des femmes rurales.
4. Garantir la permanence de la figure de consultation préalable, libre et informée, des communautés ethniques, ainsi que la participation et la représentation contraignante des femmes rurales et paysannes touchées par des

^{xxi} *Caso de mujeres del Movimiento Ríos Vivos, Santander. Voir: Derrame de Petróleo, Campo Lizama*, source: <http://www.fiancolombia.org/caso-lizama-una-tragedia-sin-resolver/>

^{xxii} Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (2018). *Información de inversión extranjera*. Source: http://www.mincit.gov.co/loader.php?lServicio=Documentos&lFuncion=verPdf&id=85520&name=OEE-FB_Informacion_de_Inversion_Extranjera_al_31-10-2018.pdf&prefijo=file

^{xxiii} Bureau du Défenseur du Peuple (2014). *Crítica situación de derechos humanos en Chocó por impacto de la minería ilegal y enfrentamientos entre grupos criminales*. Source: <http://www.defensoria.gov.co/es/nube/regiones/1942/Cr%C3%ADtica-situaci3n-de-derechos-humanos-en-Choc3-10-2018.pdf>

mégaprojets, ainsi que la réalisation d'enquêtes approfondies et indépendantes avant l'octroi de licences environnementales .

5. Protéger les défenseuses des DD. HH. et de la nature, et reconnaître leur travail de leadership et de défense du territoire, générant une gestion institutionnelle du risque avec des mesures de prévention et de sécurité adaptées au milieu rural. De même, nous suggérons que les agresseurs soient enquêtés.

6. Protéger la vie et les biens communs des femmes rurales et rurales contre les intérêts des entreprises et des agents d'affaires.

7. Réviser les lois sur les semences et incorporer des politiques basées sur l'agriculture paysanne; adopter des mesures efficaces telles que la réglementation de la publicité pour les PCU et la mise en place de la diffusion d'informations adéquates sur la nutrition.

8. Mettre en œuvre le point 1 de l'Accord de paix, Réforme Rurale Intégrale, en respectant et en réalisant les DD. HH. De femmes rurales et paysannes, en termes d'octroi de titres de propriété des terres, d'accès aux programmes de crédit, de participation effective aux processus de planification territoriale, d'éducation différencielle et de protection des marchés locaux, en dépassant ainsi les limites de l'assistance alimentaire.

9. Éliminer les obstacles rencontrés par les femmes pour accéder à la restitution de terres en vertu de la loi 1448 et renforcer la participation des femmes rurales et paysannes dans toutes les instances nationales et les espaces de planification territoriale dans les zones touchées par le conflit armé, suite aux recommandations de l'Instance Spéciale pour Contribuer à Garantir l'Approche de Genre.

10. Souscrire à la "Déclaration sur les droits des paysans et des personnes travaillant dans les zones rurales" de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

11. Nous demandons aux expertes du comité CEDAW de visiter différents territoires en Colombie afin de vérifier la grave crise que vivent les femmes rurales et paysannes^{xxiv}.

Traduction: Hernando Salcedo Fidalgo
Avec le support de Tabacco Free Kids

^{xxiv} Pour plus d'informations sur certaines situations des femmes dans les territoires, voir les Chroniques des femmes rurales et paysannes, annexées au Premier rapport alternatif ("à l'ombre") spécifique sur les femmes et les paysannes rurales de Colombie, de la 72e séance du Comité CEDAW.